



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Novembre / Décembre 2014

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

Répondre au défi de la jeunesse africaine : « RH-Excellence Afrique »

L'explosion démographique de sa jeunesse constitue une opportunité sans précédent pour le continent africain. Aujourd'hui, un habitant sur deux à moins de 25 ans et, avec le doublement de la population prévu, l'Afrique comptera plus d'un milliard de jeunes en 2050 ! Alors que le reste du monde vieillit, la jeunesse du continent pourrait devenir son atout économique majeur.

Ce sont plus de 11 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Pour que cette main d'œuvre massive devienne moteur du développement, il est indispensable qu'elle puisse intégrer des emplois productifs. Or, nous le savons, c'est le secteur privé qui crée les emplois. Les entreprises sont donc au cœur du défi de la jeunesse africaine.

Depuis 2009, le CIAN travaille sur ce sujet. Après une enquête auprès de ses adhérents, il a fait le constat que la main d'œuvre qualifiée manque dans nombre de secteurs d'activités. Il y a inadéquation entre les besoins en compétences CAP à Bac+3 des entreprises et les formations dispensées localement. Ceci a une double conséquence : pour la jeunesse africaine, le chômage, le passage dans l'informel voire l'exil des compétences, et pour les entreprises, le recours à des compétences extérieures ou la mise en place de formations internes coûteuses avec la perte de compétitivité induite. Face à cela, le CIAN a élaboré un programme de renforcement des compétences africaines basé sur un partenariat avec le secteur privé.

Parallèlement, à l'initiative des chefs d'Etats africains et français, la Fondation franco-africaine pour la croissance a été lancée en juillet 2014 avec l'objectif de devenir le catalyseur d'une relation économique bilatérale renforcée au profit d'une croissance partagée. Pour cela, elle a fait du développement du capital humain l'un de ses axes d'action.

C'est ainsi que dans le cadre d'un partenariat public-privé innovant, le CIAN et la Fondation ont décidé de développer le Programme « RH-Excellence Afrique » pour promouvoir des centres d'excellence en Afrique proposant une offre de formation professionnelle technique en adéquation avec l'économie réelle. Basé sur une démarche volontaire des parties prenantes, ce programme vise, dans le cadre d'un processus de certification, à créer un mécanisme de concertation entre centres de formation et entreprises afin de définir et mettre en place les appuis techniques et financiers les plus adaptés pour répondre aux besoins locaux en compétences.

Initié en Afrique de l'Ouest francophone, le programme a vocation à devenir continental et multilingue. Il est donc ouvert à tous les centres de formation et entreprises en Afrique ainsi qu'aux bailleurs de fonds dont le soutien financier sera évidemment nécessaire.

Le défi est majeur, la jeunesse africaine doit faire l'objet de toutes les attentions car c'est l'avenir du continent qui se joue. Etats, instituts de formation et entreprises en ont conscience, c'est ensemble qu'ils doivent faire de l'emploi des jeunes une priorité pour l'Afrique.

A RETENIR

PROGRAMME « RH-EXCELLENCE AFRIQUE » (REA)

- Intégrer le
Programme REA :



Vous êtes un centre de formation ou une entreprise en Afrique et vous souhaitez devenir membre du Programme REA, consultez l'ensemble du dossier de candidature sur la page d'accueil de www.cian-afrique.org

Contact :
etude@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

- 12 décembre 2014 :
Petit-déjeuner débat
« Relever le défi de la jeunesse africaine :
RH-Excellence Afrique »
avec **Alexandre Vilgrain**, Président du CIAN et **Lionel Zinsou**, Président de la Fondation franco-africaine pour la croissance.
Inscription :
communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76



Alexandre Vilgrain, Président du CIAN,
et Lionel Zinsou, Président de la Fondation franco-africaine pour la croissance

ACTIVITES DU CIAN

En savoir plus

MEDEF International :
www.medefinternational.fr

Ambassade de France en Afrique du Sud :
www.ambafrance-rsa.org

Ambassade de France au Botswana :
www.ambafrance-bw.org/
Acteurs-economiques-francais-au

Ambassade de France au Kenya :
www.ambafrance-ke.org

Expert Afrique australe :
Laurent Padoux
Expert géographique
lpadoux@gmail.com

Groupe Initiative Afrique :
www.initiative-afrique.org

Commission Education/ Formation :
Paul Ginies
Président
pginies27@gmail.com

Rencontre San Pedro
Le Président du Conseil régionale, **Donatien Beugré**, est venu présenter le 14 octobre au CIAN les potentialités de San Pedro. Deuxième pôle économique de la Côte d'Ivoire, cette région offre de nombreuses opportunités.



Infos : www.regionsanpedro-ci.com

Afrique du Sud – Réunion Medef Paris, 4 septembre

En marge de la Conférence des Ambassadeurs, le Medef International a reçu SE **Elisabeth Barbier**, Ambassadrice de France en Afrique du Sud. Après une introduction de **Gérard Wolf**, Vice-président du comité Afrique du Medef, elle a fait le point sur la situation politique résultant des élections générales de mai 2014 qui se sont parfaitement déroulées avec un taux élevé de participation de 72 %. Si l'ANC a recueilli 62 % des suffrages, la montée des partis d'opposition, notamment dans les zones urbaines, constitue néanmoins un avertissement sérieux pour le parti au pouvoir. Evoquant la mort de **Nelson Mandela**, elle a rappelé que cet événement n'a pas provoqué de cataclysme, soulignant la solidité des institutions et la robustesse de la société civile du pays.

Si la politique étrangère sud-africaine se tourne en priorité vers les nouveaux acteurs, nos relations bilatérales sont de très grande qualité et la conclusion de grands contrats d'équipement, comme celui d'Alstom, renforce la présence des entreprises françaises sur ce marché. Certes, la croissance économique est molle depuis plusieurs années, mais l'Afrique du Sud part de beaucoup plus haut que les autres pays d'Afrique. Economie mature, elle a davantage souffert des effets de la crise mondiale.

Le représentant du Medef à Johannesburg, **Henri de Villeneuve**, a fait valoir pour sa part la forte stabilité du cadre macroéconomique du pays et la rigueur de sa gestion financière. Il estime qu'avec la fin du boom de la consommation, due à l'endettement excessif des ménages, la croissance sera désormais surtout tirée par les infrastructures.

Botswana – Réunion Medef Paris, 20 octobre

Le Medef a réuni une douzaine d'entreprises pour rencontrer SE **Anne de la Blache**, Ambassadrice de France au Botswana, dans le cadre du Conseil des chefs d'entreprise France-Afrique australe. Après une introduction de **Gérard Wolf**, elle a rappelé la très grande stabilité politique du Botswana, pays qui n'a pratiquement jamais connu de conflit interne ou externe au cours de son histoire.

D'une superficie comparable à la France, ce pays bien géré a une population de 2 millions d'habitants qui bénéficient du PIB par tête le plus élevé du continent : 15 675 \$ en parité de pouvoir d'achat. Le Botswana offre des opportunités significatives dans le domaine des infrastructures : création de la ligne de chemin de fer Trans-Kalahari qui reliera le pays au port namibien de Walvis Bay, développement de l'énergie électrique (génération et transport), alimentation en eau des zones urbaines. La concurrence internationale est très forte sur ce marché et les entreprises doivent être présentes, au moins par leurs filiales en Afrique du Sud, pour avoir des chances de succès.

L'Ambassade de France a créé un Club d'affaires France-Botswana pour aider les entreprises françaises à établir des relations avec des partenaires locaux et elle se tient à leur disposition pour les soutenir.

Kenya – Réunion Medef Paris, 1^{er} septembre

L'Ambassadeur de France au Kenya, SE **Rémi Maréchaux**, a rencontré les entreprises lors d'une réunion au Medef.

Le Kenya jouit d'une démocratie stabilisée, avec l'existence de réels contre-pouvoirs et une justice qui fonctionne. La présence internationale y est plus diversifiée qu'en Afrique de l'ouest, avec une emprise britannique

encore marquée. Le bémol à cet environnement institutionnel positif réside dans la sécurité, marquée par les actions terroristes perpétrées par les chebabs et les salafistes.

Au plan économique, il a un PIB équivalent au cumul de ceux du Sénégal et du Cameroun, un bon système éducatif (seulement 10% d'analphabètes), l'existence d'entrepreneurs locaux depuis une trentaine d'années, une classe moyenne qui porte la consommation (20% de la population), la première utilisation africaine de transfert d'argent par téléphone.

Bien que l'AFD soit le deuxième créancier du Kenya, la présence des entreprises françaises demeure trop modeste, malgré le potentiel indéniable de ce pays.

Somalie – Réunion Medef Paris, 15 octobre

Le Président de la République de Somalie, **Hassan Sheikh Mohamoud**, a rencontré un groupe de chefs d'entreprises français au Medef. En introduction, SE **Rémi Maréchaux**, Ambassadeur de France en Somalie basé au Kenya, a dressé un état très intéressant de la situation de ce pays qui sort à peine de longues années de guerre.

La Somalie est dotée de 9 millions d'habitants et son Etat est encore au stade embryonnaire. Confronté aux combattants djihadistes chebabs, le pays n'est pas encore pacifié. Les zones de l'aéroport et du port sont sécurisées, ainsi que le centre de Mogadiscio. La force multilatérale Minusom est toujours sur place et la France y contribue largement.

L'activité économique est concentrée à Mogadiscio et aux échanges offshore. Pourtant il existe certaines ressources financières puisqu'on estime que la diaspora expédie 1 milliard \$ par an. Les secteurs prioritaires d'investissement sont les transports (notamment services maritimes), services financiers, pétrole, équipement en patrouilleurs et pêche. La recommandation est de ne pas investir seul en Somalie mais de s'associer avec des partenaires locaux. A noter que les Turcs sont présents, avec des formules de gré à gré. Il n'y a pas de financements multilatéraux pour l'instant, mais des donateurs bilatéraux.

Jeunesse africaine – Groupe Initiative Afrique Yamoussokro, 24 au 26 octobre

Le CIAN était présent à la troisième conférence internationale Afrique organisée par le Groupe Initiative Afrique en Côte d'Ivoire, sur le thème : Jeunesse africaine, « bombe à retardement » ou opportunité historique ?

Sous la présidence de SE **Charles Konan Banny**, 54 participants parmi lesquels des anciens premiers ministres, des intellectuels et des dirigeants d'entreprises ont, partant d'une analyse sans complaisance des tendances lourdes et des évolutions en marche sur le continent, cherché à faire des propositions constructives susceptibles de guider les décideurs actuels et futurs. Sans être exhaustif, il a été notamment proposé de promouvoir une nouvelle grille de décisions des politiques publiques et économiques intégrant en priorité leur impact sur l'emploi pour les jeunes. Les APE pourraient fournir dans les cinq prochaines années un cadre intéressant d'application de ce principe d'action. L'idée d'un baromètre des politiques nationales et régionales mesurées sous cet angle a été évoquée. De même, sur la question adéquation emploi-formation, sur laquelle le CIAN est présent à travers le programme « RH - Excellence Afrique », il a été suggéré l'idée d'un observatoire régional dynamique de l'emploi et des compétences.

Forum Afrique - OCDE**Paris, 6 octobre**

Réunissant un large public et des intervenants de haut niveau, cette 14^{ème} édition du Forum sur l'Afrique de l'OCDE était organisée avec l'Union africaine sur le thème de l'industrialisation et de l'intégration.

En introduction, **Angel Gurría**, Secrétaire général de l'OCDE, a souligné la nécessité pour l'Afrique de s'intégrer dans les chaînes de valeur globales afin de tirer parti de la nouvelle organisation de la production mondiale. En contrepoint, **Dlamini Zuma**, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, a relevé que si la décolonisation avait dominé l'agenda de l'Afrique au cours des cinquante dernières années, la modernisation et l'intégration du continent était désormais au cœur des priorités. Au cours de la session d'ouverture, **Mo Ibrahim**, Président de la Fondation Mo Ibrahim célèbre pour son enquête annuelle sur la gouvernance en Afrique, a constaté que la gouvernance a fait incontestablement des progrès depuis cinq ans, surtout dans les domaines de la participation des citoyens et des droits de l'homme. De son côté, **Carlos Lopes**, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a insisté sur le fait que le taux de rentabilité des investissements sur le continent est - avec une moyenne de 9 % - supérieure à celle des autres régions du monde.

La session consacrée aux chaînes de valeur mondiales a permis à **Mohamed El Ketani**, PDG de la banque marocaine Attijarwafa, de présenter l'exemple de la création du grand port de Tanger Med et de sa zone industrielle sur laquelle sont implantés la nouvelle usine Renault et ses nombreux sous-traitants. La dernière session de travail a été centrée sur la problématique de la fracture urbaine-rurale, avec notamment une intervention de **Bernard Losch**, Directeur de recherches au CIRAD, qui a souligné la très grande diversité de l'Afrique face à une explosion démographique qui verra sa population doubler à plus de deux milliards d'habitants à l'horizon 2050.

Forum Nouveau Monde - OCDE**Paris, 7 et 8 octobre**

L'OCDE a organisé son 6^e Forum Nouveau Monde. À l'ordre du jour de nombreux sujets tels que l'innovation, les évolutions du travail, les nouveaux espaces émergents.

Une session plénière fut dédiée au thème « L'Afrique : l'avenir se construit maintenant ». Au cours de cette session, les intervenant, à l'instar de **Lionel Zinsou**, **Achille Membe** ou encore **Moncef Cheikh-Rouhou** ont mis l'accent sur le fait qu'aujourd'hui l'Afrique représente le nouveau continent émergent. La croissance observée permet déjà l'émergence d'une classe moyenne africaine. Cependant, l'Afrique doit aussi faire face à des défis tels que la forte démographie, l'urbanisation, les besoins en formation et l'accroissement des inégalités. L'enjeu est de les transformer en facteurs de croissance stable et durable.

Rapport Ramses – Présentation IFRI**Paris, 23 septembre**

S'est tenue, à l'Institut français de relations internationales (IFRI), la présentation de la dernière édition de son Rapport RAMSES.

Lors de cette rencontre, **Thierry de Montbrial**, Directeur de l'IFRI, a mis l'accent sur le défi que représente l'émergence de nouveaux acteurs tels que les BRICS, dont l'Afrique du sud est membre. Il a également souligné les dangers de la fragmentation internationale. Dans ce cadre, il a cité trois régions qui, pour lui, représentent, à l'heure actuelle, un danger majeur pour l'équilibre et la sûreté du monde. La première est l'Asie de l'est, symbolisée par la montée en puissance de la Chine et le tournant nationaliste pris par le Japon. Le Moyen Orient avec les incertitudes qui le caractérise est la deuxième. Enfin, la dernière est l'ex-URSS, et principalement le conflit russo-ukrainien, qui met en lumière l'incapacité des démocraties occidentales à anticiper la réaction russe au démantèlement de ce qu'elle considère comme sa zone de sécurité.

Avenir des monnaies – Réunion IFRI**Paris, 7 octobre**

Jacques Mistral et **Dominique David** sont intervenus à l'IFRI sur le thème « Dollar, euro, yuan : un tango à 3, l'avenir des questions monétaires internationales ».

Si la crise de 2008 a été contenue, une croissance incertaine, une mondialisation peu populaire et une montée des nationalismes en ont suivi. Le système monétaire international repose sur trois grandes monnaies - le yuan, le dollar et l'euro -, ainsi que sur la dette et le crédit. La Chine attend d'être remboursée de sa dette (4 000 milliards \$), mais les Etats-Unis ne sont pas prêts à appuyer la Chine...

Le défi n'est pas de faire des règles uniformes mais de faire cohabiter des espaces économiques différents, d'où des changes flottants dangereux. Il faut remettre le multilateralisme à l'ordre du jour. Les DTS (droits tirage spéciaux) peuvent être une solution en incorporant le yuan. L'or a peu de chance de revenir comme un élément de politique monétaire car l'étalon du même nom serait une contrainte pour tous, avec le seul objectif de respecter la parité avec sa monnaie. La Chine préférera acheter des actifs aux Etats-Unis plutôt que de l'or...

Au niveau bancaire, la banque des BRIC a peu de chance de voir le jour en raison des questions liées à sa localisation et son personnel. Quant à la BCE, si elle est bien vue par la Chine, celle-ci préfère traiter avec chaque pays de la zone Euro.

Enfin, en termes de fiscalité financière, la taxe TOBIN, impossible à appliquer sur les produits dérivés, n'aura de sens qu'avec un accord mondial, difficile à réaliser. La taxe sur le capital (sorte d'ISF international) serait plus simple à mettre en œuvre, mais là aussi demande un déploiement mondial pour faire sens.

VIE DES SOCIÉTÉS**35°N consolide son équipe**

Nicolas Teisserenc, 31 ans, journaliste au service économie de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* quitte le journal pour rejoindre 35° Nord, agence de communication spécialisée sur l'Afrique.

Il intègre l'agence en qualité de consultant en charge de l'accompagnement de certains clients institutionnels et corporate. L'agence, créée en 2012 et dirigée par deux anciens journalistes, **Philippe Perdrix** et **Romain Grandjean**, est

spécialisée dans la relation presse et l'influence éditoriale de ses clients vers l'Afrique.

**Repérage au Nigeria**

L'ADEPTA a réalisé un diagnostic auprès de 60 industriels au Nigeria dans les filières élevage, lait, viande et céréales pour identifier les investissements en agriculture et en agroalimentaire du pays.

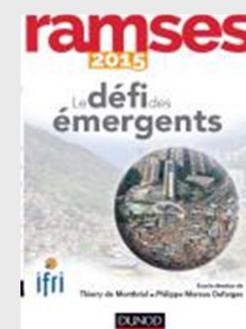
Une restitution des projets et du contexte marché est prévue à Paris début janvier 2015.

En savoir plus**OCDE :**www.oecd.org**Perspectives économiques en Afrique 2014**

Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique

**Rapport Perspectives économiques en Afrique 2014**

« Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique » disponible sur :

www.africaneconomicoutlook.org**IFRI :**www.ifri.org**Rapport Ramses 2015**

« Le défi des émergents » disponible sur :

www.ifri.org/?page=ramses**En savoir plus****35°N :**www.35nord.com**ADEPTA :**

Florian de Saint Vincent
Tél.: +33 (0)1 44 18 08 88

florian.desaintvincent@adepta.comwww.adepta.com



Portage de VIE à Dakar

Le portage d'un VIE au Sénégal est une solution astucieuse et peu onéreuse pour développer sa présence en Afrique de l'Ouest. L'ADEPTA propose des solutions de portage et encadrement de VIE à Dakar pour les entreprises.

Coût : 500 € /mois pour un espace de travail opérationnel – bureau, espace de réunion, Internet, imprimante – et un suivi personnalisé par le représentant sur place du Bureau de l'ADEPTA. Investissement total pour l'entreprise : 45 000€/ an (salaire, bureau, voiture, assurances).



Destination Guinée-Bissau

Toujours en quête de nouveaux défis, AGS étend son marché en Afrique de l'Ouest et ouvre une nouvelle agence en Guinée-Bissau. Déjà implanté à Conakry en Guinée, l'ouverture de cette filiale intervient dans le cadre du programme Africa 54, au travers duquel AGS entend couvrir l'intégralité du continent d'ici 2016. Capitale, centre économique majeur et seul port de débarquement du pays, Bissau offre des opportunités sur lesquelles **Willem Schutyser** et son équipe pourront développer les activités du groupe : déménagement, archivage et relocation.

Ancienne colonie portugaise, la Guinée-Bissau tend à rétablir sa stabilité économique, marquée par un contexte politique instable et une croissance relativement faible. Depuis 2013, le pays renoue avec une croissance positive de 0.3%, contre -1.5% en 2012. La Guinée-Bissau possède néanmoins un potentiel agricole énorme dominé par l'exportation de noix de cajou - soit 60% de ses revenus - mais aussi grâce à la présence de nombreuses ressources naturelles : bois, pétrole, phosphates, etc. Membre de la CEDEAO, le pays bénéficie de l'Assistance d'Urgence Post-Conflict (AUPC) accordée par le FMI visant à alléger sa dette.

astrolab Des réactions variées face à l'épidémie Ebola

Le Mali et le Burkina Faso ont rapidement déployé toute une batterie de mesures de communication. Outre l'obligation de se nettoyer les mains et la prise de température de chaque passager avant tout passage en douane, de nombreuses affiches explicatives sont visibles aux endroits stratégiques des aéroports. La Côte d'Ivoire a su ajouter à ce dispositif des outils de communication complets et équilibrés. Ils alternent entre affiches sur les risques de contamination, films mettant l'accent sur les mesures de protection, et messages pédagogiques. A l'opposé, au Sénégal, les autorités semblent se désintéresser de la question, tout juste peut-on encore apercevoir quelques panneaux explicatifs avant le passage en douane. La panique ne règne donc pas dans ces quatre pays, même si l'inquiétude reste palpable face au risque d'épidémie. La véritable peur, celle qui ne dit pas son nom est finalement plus prosaïque : que cette maladie porte une couleur et que l'Afrique soit pointée du doigt et mise au ban de la communauté internationale. La peur si elle cède à la panique fera certainement plus de victimes que la maladie elle-même.



Guichet unique RDC

La RDC a attribué au consortium Bureau Veritas BIVAC B.V. / Soget, la concession pour mettre en place et exploiter le Guichet unique de facilitation du commerce. "Ce Guichet unique pour la facilitation du commerce international est une véritable plateforme moderne qui simplifiera et sécurisera les processus métiers et participera à la création d'une nouvelle communauté d'acteurs économiques en

République Démocratique du Congo", déclare **Stéphane Gaudechon**, Vice Président, Services aux Gouvernements & Commerce International de Bureau Veritas, lors de la cérémonie officielle de lancement, le vendredi 3 octobre 2014 à Kinshasa.

Cette plateforme dématérialisée et sécurisée concernera tous les corridors de marchandises, quel que soit le mode de transport, import et export, transit ou transbordement. Un système de facturation particulièrement innovant sera au cœur du nouveau Guichet unique. Le contrat a été signé le 05 octobre 2013.

Deloitte. Laurence van Prooijen rejoint le réseau Afrique

Dans le cadre du développement du pôle PPP en lien avec les expertises Financial Advisory (FA) et les différentes firmes de Deloitte en Afrique, **Laurence Van Prooijen** intègre le réseau de Deloitte en Afrique francophone. Basée dans un premier temps au Togo, au sein de la BOAD, elle partagera son activité entre la structuration de l'offre PPP/ICP en Afrique francophone et une mission d'accompagnement de la BOAD dans la création de l'unité PPP.

Diplômée de l'ESSEC et forte d'une expérience de plus de 30 ans, Laurence est un expert reconnu en matière de conseil financier stratégique et de financement de projet dans le secteur des infrastructures en Afrique, expertise qu'elle a acquise notamment auprès du ministère de l'Economie et des Finances où elle a été Directeur de projet financement et coopération zone Afrique.



Lauréat du Finance Awards 2014

Depuis 2008, FTHM Conseils a revu sa stratégie de développement en diversifiant ses pays d'intervention. Il a choisi d'exporter ses compétences dans plusieurs pays d'Afrique et en Amérique (Haïti). FTHM est à présent sur des missions à Madagascar, aux Comores, au Kenya, en RDC, au Congo, en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Ses dernières interventions dans le cadre des partenariats et investissements financiers ont valu à FTHM Conseils le prix du «Finance Awards Consultancy firm of the year 2014» décerné en août 2014 par le magazine britannique *Acquisition International*. Une distinction qui récompense l'excellence, l'innovation et la performance des entreprises dans le domaine de la finance. FTHM est intervenu récemment sur le renforcement du capital de l'entreprise GUANOMAD (participation d'un fonds d'investissement sud-africain) ainsi que dans la finalisation du processus de privatisation de la Banque de Développement des Comores.

Sa certification ISO 9001 acquise en 2007 et renouvelée en 2010 puis en 2013, son capital-expérience acquis depuis 20 ans offrent cette garantie de satisfaction lui permettant aujourd'hui de viser encore et toujours plus loin. Dans cette volonté grandissante de s'imposer sur le marché international, FTHM continue aussi de contribuer au développement économique malgache et prévoit la mise en place d'un fonds d'investissement spécial PME – PMI à Madagascar. Ce fonds faciliterait ainsi l'accès au financement pour les entreprises recherchant des investissements inférieurs à 1 million €.



Mobilisation contre l'épidémie Ebola

Face à l'épidémie d'Ebola la plus importante jamais vécue et en l'absence de traitement connu à ce jour, la prévention joue un rôle primordial.

En savoir plus

ADEPTA :

Pascale Fleury
Tél. : +221 33 860 96 00
pascale.fleury@adepta.com
www.adepta.com

AGS Guinée-Bissau :

Willem Schutyser
Directeur d'agence
manager-guineabissau@agsmovers.com
www.agsfrasers.com

ASTROLAB :

www.astrolab-consulting.com

Bureau Veritas :

gsit@bureauveritas.com
www.bureauveritas.fr

Deloitte :

www.deloitte.com

FTHM Conseils :

Xavier Michel
Managing director
Tél. : +33 (0)6 75 55 29 45
xmichel@fthm.mg
www.fthmconsulting.com

Gras Savoye :

international.grassavoie.com
www.grassavoie.fr

Fortement implanté en Afrique et spécialiste des assurances soins de santé, Gras Savoye International (GSI) se mobilise pour accompagner au mieux ses clients. Sont ainsi publiées deux éditions spéciales de la newsletter *GSI Update* sur le thème Ebola.

Le premier numéro est consacré aux « mesures préventives Ebola ». Les employeurs ont en effet un devoir de protection vis-à-vis de leurs salariés et c'est en ce sens que sont présentées quelques mesures simples mais importantes à mettre en œuvre, accompagnées d'un poster de prévention. Le second numéro est consacré à « l'impact Ebola sur les risques des entreprises ». Rédigé avec le concours de plusieurs experts de Gras Savoye France et International, il attire l'attention des entreprises sur les risques liés aux problématiques : évacuations, transport international de marchandises, pertes d'exploitation, émeutes, pillages et violences.

HEENAN ✨ PARIS Heenan Blaikie devient Heenan Paris

En dépit de la dissolution du cabinet canadien Heenan Blaikie LLP en février 2014, le bureau parisien créé en janvier 2011 n'a pas cessé ses activités et marque aujourd'hui son indépendance en adoptant la dénomination Heenan Paris.

Fort de la culture internationale de ses équipes et d'un réseau de correspondants locaux, Heenan Paris accompagne ses clients dans leurs projets, en France et à l'étranger, dans les domaines de Corporate-M&A, du Private Equity, du droit bancaire et financier, de l'IP/IT, du contentieux commercial et du droit pénal des affaires. Le cabinet a plus particulièrement développé son expertise et ses réseaux sur le continent africain, notamment en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord, où ses équipes conseillent des groupes et institutions français et internationaux dans le cadre de joint-ventures et autres partenariats, ou de financements de projets notamment dans le secteur de l'énergie.

Le cabinet compte aujourd'hui sept associés et devrait annoncer prochainement de nouvelles arrivées avec pour objectif de renforcer ses expertises. Heenan Paris a ainsi accueilli récemment **Sanjoy Bose**, avocat américain spécialiste de projets et de financement de projets en matière énergétiques.

International SOS[™] Accompagner les entreprises face à l'épidémie Ebola

Depuis le début de l'épidémie, International SOS a réagi en intensifiant ses points de situation à l'attention de ses adhérents. Les 27 centres d'assistance et toutes les équipes médicales, sécurité et logistiques, conseillent les entreprises afin de permettre la continuité de l'activité dans la région affectée par le virus, tout en préservant la santé des collaborateurs.

Au centre du dispositif, le site internet dédié ouvert à tous : www.internationalsos.com/ebola. Celui-ci est mis à jour quotidiennement par une équipe d'experts médicaux et sécurité. Il donne accès aux dernières informations concernant la maladie, les pays touchés, des conseils aux voyageurs ainsi qu'un grand nombre de matériels éducatifs (en 21 langues) directement téléchargeables sur le site. Une section en français est également mise à disposition des utilisateurs.

A la demande des entreprises, International SOS développe aussi des plans de préparation, des hotlines dédiées, des formations spécifiques et des services médicaux sur site.

Top Employer Africa 2015

Orange a reçu en octobre 2014 la certification Top Employer Africa 2015 pour la deuxième année consécutive.



Cette année huit dossiers présentés par Orange ont été certifiés Top Employer pays - Côte d'Ivoire, Egypte, Mali, Sénégal, Madagascar, Niger, Orange Business Services Egypte et Ouganda - permettant ainsi à Orange d'obtenir cette certification continentale. Les équipes locales ont répondu à des interviews sur les politiques RH et des audits ont été réalisés sur plusieurs thématiques clés : stratégie de l'entreprise, responsabilité sociale, rôle des ressources humaines, etc. Cette certification reconnaît Orange parmi les employeurs qui mettent en œuvre les meilleures pratiques en termes de politiques RH sur le continent.

Cela démontre que la « Charte Employeur Orange » est une réalité sur le terrain. Composée de 6 engagements, elle a pour vocation de promouvoir une relation de confiance inscrite dans la durée entre les salariés et l'employeur. Le Groupe poursuit ses plans d'actions sur le long terme en ce sens, avec le déploiement du programme Orange Digital Inside qui permettra à tous ses salariés d'être acteurs du numérique.

PATH Finance Gestion de trésorerie en Afrique

Spécialiste de l'international, PATH Finance renforce ses équipes pour mettre en avant sa solution africaine de connexion multi-bancaire et de gestion de trésorerie : **Tatou Cissoko**, avec une expérience de 5 ans en action commerciale, community management et marketing, participe au développement commercial et marketing de PATH Finance, avec l'ambition d'accroître la notoriété de la marque sur d'autres territoires. **Fabrice Lepéroux**, fort de 15 ans d'expérience dans le milieu bancaire et en SSII, met ses compétences de support et d'intégration au service du cloud PATH Finance et de ses clients.

En effet, la société Maurel & Prom, opérateur pétrolier et gazier présent sur 12 pays et 4 continents, a choisi PATH Finance et sa solution cloud multiPATH pour la collecte et la requalification de ses relevés de compte africain et lui confie également le déploiement de la solution Kyriba, dont PATH Finance est distributeur sur l'Afrique.



Contrefaçon de marque ou/et de logiciels

Sage, un des principaux éditeurs mondiaux de logiciels de gestion professionnels, a remporté trois procès, en première instance, contre des sociétés pirates installées au Maghreb et en Afrique francophone. Les dommages et intérêts et/ou amendes s'élèvent à plusieurs milliers € et des peines de prison ont également été infligées.

Ces décisions de justice interviennent après de nombreuses actions de sensibilisation menées par Sage avec d'autres éditeurs internationaux, auprès des institutionnels. Sage attire l'attention du public et des entreprises aux risques liés à l'utilisation de logiciels piratés que ce soit sur des ordinateurs, des mobiles ou encore dans le cloud et sur la nécessité de mettre en place des programmes de gestion des actifs logiciels, afin de favoriser l'efficacité opérationnelle qui profite directement à leur productivité. Pour toute question : antipiratage@sage.com

usg professionals | africa Développement accéléré

Pearlie Djaoual a rejoint en septembre dernier les équipes d'USG Professionals Africa, cabinet de conseil spécialisé dans la mise à disposition d'expertises au format flexible – contracting, management de transition sur le continent africain en qualité de consultante. Elle vient renforcer les équipes de consultants pour développer l'activité du cabinet sur les 54 pays africains ainsi que sur la zone Moyen-Orient.

En savoir plus

Heenan Paris :

www.heenanparis.com

International SOS :

france@internationalsos.com

www.internationalsos.com

Orange :

www.orange.com

PATH Finance :

Tél. : +33 (0)4 90 17 87 80

contact@pathfinance.pro

www.pathfinance.org

SAGE :

Tél. : +33 (0)556 181 744

carole.basson@sage.com

www.sage.com

USG Professionals

Africa :

Tél. : +33(0)1 53 00 81 91

africa@usgprofessionals.fr

africa.usgprofessionals.fr

En savoir plus

Optorg :
www.optorg.com

Déjà présent sur le continent au travers de son réseau d'experts locaux, USG Professionals Africa accélère les rencontres régulières avec les décideurs des entreprises implantées. Après le Gabon et le Cameroun durant l'été 2014, les consultants ont rencontré, en septembre dernier, les principaux décideurs en Côte d'Ivoire. Ces rencontres constituent une occasion unique pour les décideurs locaux de faire part de leurs besoins en matière de ressources pour garantir leurs projets. C'est aussi l'occasion de rencontrer les futurs candidats qui seront proposés aux clients.

**Nomination à la SNI**

Hassan Ouriagli, Président du Directoire d'Optorg depuis septembre 2011, est nommé Président Directeur Général de la Société Nationale d'Investissement (SNI), l'une des plus importantes sociétés d'investissements en Afrique. Il aura pour mission de transformer la SNI en fonds d'investissement à long terme prenant des participations non majoritaires dans de grandes sociétés et opérant sur le continent africain.

Tractafrique
 equipment



Association Tractafrique/ Powerscreen

Tractafrique Equipment (groupe Optorg), spécialiste de l'équipement de chantiers en Afrique centrale et au Maroc, devient distributeur agréé de Powerscreen (groupe Terex), l'un des leaders mondiaux des équipements mobiles de concassage et de criblage. Powerscreen offre aux opérateurs une gamme très complète de produits dans les secteurs des mines, de la construction, des agrégats et du recyclage.

Tractafrique Equipment distribuera Powerscreen dans ses dix pays d'implantation : Maroc, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RCA, RDC (hors Katanga), Rwanda et Tchad. L'intégration de Powerscreen au catalogue de Tractafrique Equipment, en complément des équipements miniers et BTP Caterpillar et de l'offre du groupe en matière d'énergie ou de levage, renforce le positionnement de Tractafrique Equipment comme fournisseur de solutions globales, capable d'accompagner les opérateurs à chaque étape de leur chantier.

PARTENARIAT / SPONSORING**UBIFRANCE – Forum d'affaires France-Ethiopie : lundi 17 novembre 2014**

Ubifrance et le Service économique de l'Ambassade de France en Ethiopie, en partenariat avec le CIAN, organisent le 2e Forum d'affaires France-Ethiopie en présence d'une trentaine d'entreprises éthiopiennes (Ethiopian Airlines, Ethio Télécom, Ethiopian Electricity Power; Metec Midroc, Ethiopian Shipping & Logistics Service Entreprise, Sunshine...) et de Matthias Fekl, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Mr Solomon Afework, Président de la Chambre éthiopienne de commerce, SEMme Brigitte Collet, Ambassadrice de France en Ethiopie et auprès de l'Union Africaine

Deuxième pays le plus peuplé du continent africain (plus de 90 millions d'habitants), pays relativement stable dans la Corne de l'Afrique, l'Ethiopie a connu, ces dernières années, une croissance annuelle proche de 10%, soit l'une des plus fortes croissances économiques enregistrées dans un pays d'Afrique subsaharienne non producteur de pétrole. Les échanges commerciaux franco-éthiopiens sont en plein essor avec un fort développement des secteurs agriculture, industrie, infrastructures, télécommunications, transports, électricité.

Information et inscription : www.ubifrance.fr/ethiopie2014

Pour les adhérents du CIAN, réduction spéciale -20% (contacter Alix Camus).

En savoir plus

Ubifrance :
www.ubifrance.fr

Innovation is everywhere :
www.innovationiseverywhere.com

EDILE :
edile@anima.coop

**Innovation is everywhere – Tour du monde de l'innovation**

Depuis 2013, l'Agence Tesla réalise un tour du monde des écosystèmes de l'innovation dans les pays émergents, « Innovation is everywhere ». Ce projet permet d'identifier des usages disruptifs et de comprendre l'évolution des marchés.

L'Afrique est une étape importante en raison d'une communauté d'entrepreneurs très actifs et des initiatives en faveur de l'innovation portée par de grands groupes américains et européens. Cet environnement place les startupeurs sur la ligne de départ d'une course à l'innovation qui s'appuiera sur le boom démographique africain et des besoins en services à bas coût. Cette exploration permet de comprendre ces nouveaux marchés et d'imaginer de nouveaux services plus performants. Après le Kenya et le Nigéria, « Innovation Is Everywhere » ira à la rencontre des entrepreneurs au Ghana, au Sénégal et au Maroc.

Contact : mathieu.hamel@agencetesa.com, 06 14 82 30 54, www.innovationiseverywhere.com

**Projet EDILE – Optimisation des retombées locales des investissements**

L'initiative EDILE est partie du constat que les investissements ont fortement augmenté ces 15 dernières années au sud de la Méditerranée, sans pour autant avoir toujours les résultats escomptés en termes de retombées locales. Le projet EDILE vise à favoriser le développement inclusif des économies locales grâce à une meilleure évaluation des projets d'investissement.

Ce projet a pour ambition de proposer des outils d'évaluation, dont un guide méthodologique, et d'accompagner les organisations chargées des projets d'investissement afin que ceux-ci génèrent un maximum de retombées locales positives, notamment en matière d'emploi, de sous-traitance et de respect de l'environnement. EDILE est mis en œuvre par ANIMA Investment Network et 7 partenaires euro-méditerranéens. Quarante actions sont planifiées en 2014 et 2015. Il est cofinancé à hauteur de 1,7 million € par l'Union européenne via le Programme IEPV CT MED.

Cet outil pourrait jouer un rôle crucial en permettant de sélectionner les meilleurs projets d'investissement publics, de négocier avec les investisseurs privés et de concentrer les dispositifs de soutien et de financement publics sur les projets les plus à même de contribuer au développement inclusif des territoires.

Contact : edile@anima.coop, florence.juillard@anima.coop

EBOLA - MOBILISATION INTERNATIONALE

GUINEE : appel aux soutiens techniques et financiers

L'épidémie Ebola continue de s'aggraver en Guinée. Selon les données de l'OMS, au 17 octobre, on comptait 862 morts et 1519 cas de contamination. Le nombre de personnes contaminées par semaine a doublé d'un mois à l'autre. Foyer historique de l'épidémie, ce pays traverse l'une de ses plus graves crises sanitaires et humanitaires.

Conformément à l'annonce du Président de la République, la France intensifie son engagement auprès des autorités guinéennes pour la lutte contre Ebola avec un **effort de 35 millions € d'actions sur le terrain** via :

- l'établissement de deux centres de formation pour les personnels soignants : un, en France, pour les personnels expatriés, et un autre, en Guinée, pour les personnels locaux ;
- la construction de trois centres de traitement Ebola (CTE) dont un centre opéré conjointement avec la Croix Rouge française ;
- le développement de capacités de diagnostic ;
- la mise en place d'un centre de traitement dédié aux personnels nationaux engagés dans les centres de traitements (soignants et non soignants) ;
- la participation au renforcement des contrôles aéroportuaires au départ de l'aéroport de Conakry ;
- la participation à la mise en place d'un mécanisme d'évacuation sanitaire et de prise en charge hospitalière des personnels humanitaires internationaux, impliqués dans la lutte contre le virus Ebola et l'ayant contracté.

La gravité de la situation impose la mobilisation de tous et l'Etat français recherche partenaires privés d'urgence notamment pour la construction des CTE. Les entreprises capables de prendre en charge cette mission ou de participer financièrement ou en nature à l'une des missions précitées sont invitées à contacter le Ministère des Affaires étrangères ou la Croix Rouge :

- MAE : Christine Fages, Ambassadrice coordinatrice de la task-force interministérielle Ebola

Tél. +33 (0)1 43 17 53 53, christine.fages@diplomatie.gouv.fr

- Croix Rouge : Stéphane Manton, Directeur général

Tél. +33 (0)1 44 43 32 01, stephane.manton@croix-rouge.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



En savoir plus

Ministère des Affaires étrangères :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/sante-securite-alimentaire/lutte-contre-l-epidemie-ebola

Croix Rouge :

www.croix-rouge.fr/Actualite/Urgence-Ebola-1808

NOMINATIONS

PREMIER MINISTRE

Pascale Andreani : Conseillère diplomatique du gouvernement.

Louis Gautier : Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

MINEFI

Salim Bensmai : Directeur mission d'appui aux partenariats publics-privés.

Antoine Poullieute : Président du conseil d'administration de France expertise internationale.

MAE

Céline Jurgensen : Sous directrice des droits de l'homme et des affaires humanitaires.

Gautier Mignot : Adjoint du directeur général de la mondialisation, développement et partenariats.

Agnès Romatet-Espagne : Directrice des entreprises et de l'économie internationale.

Laurent Delahousse : Ambassadeur au Malawi, en résidence à Hararé.

Pierre Duquesne : Ambassadeur représentant permanent à l'OCDE.

André Parant : Ambassadeur en Egypte.

Dominique Renaux : Ambassadeur au Gabon.

Pierre Voillery : Ambassadeur en Guinée Bissao.

PUBLICATIONS

Afrique centrale de l'exception négative à l'émergence, M. Nkaya, Ed. Du Patheon, août 2014.

Perspectives économiques en Afrique, Collectif, Ed. OCDE, août 2014.

Responsable ou coupable l'Afrique doit choisir, K. Appiah, Ed. L'Harmattan, août 2014.

Organisation de l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, B. Mercadal, Ed. Francis Lefebvre, septembre 2014.

Abattre la Françafrique ou périr, J.C. Djereke, Ed. L'Harmattan, septembre 2014.

Devoir de noir 50 ans après..., M. Sereme, Ed. Jets d'encre, septembre 2014.

Françafrique : la famille recomposée, Collectif, Ed. Syllepse, octobre 2014.

Mort pour la Françafrique, Collectif, Ed. Stock, octobre 2014.

L'Afrique est-elle si bien partie ?, S. Brunel, Ed. Sciences humaines, octobre 2014.

La diplomatie africaine, P. Dagbo Gode, Ed. L'Harmattan, octobre 2014.

Chine-Afrique : le grand pillage, J. Wagner, Ed. Eyrolles, novembre 2014.

Mémoires, A. Diou, Ed. Seuil, novembre 2014.

L'intégration économique au service du développement durable, JM Luyongola, Ed. Larcier, novembre 2014.

Géopolitique de l'Afrique du Sud, F. Lafargue, Ed. Puf, janvier 2015.

L'Afrique continent en plein essor, Collectif, Ed. Documentation française, janvier 2015.





CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Novembre / Décembre 2014

AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN:

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ADEPTA

KENYA / OUGANDA - Mission Afrique de l'Est Agribusiness : 7 au 12 décembre

Contact : florian.desaintvincent@adepta.com

AFD

PARIS – Quelles politiques pour répondre au défi de la précarité urbaine ? : 18 novembre

PARIS – Club des investisseurs Proparco : 26 novembre

PARIS - 11ème Conférence Afd/ Proparco/ Eudn: 3 décembre

Infos : www.afd.fr

CCIP IDF

PARIS – Forum TNT & audiovisuel en Afrique : 18 novembre

PARIS – Atelier interculturel Afrique : 19 au 20 novembre

AFRIQUE DU SUD / ANGOLA – Mission d'entreprises : 22 au 28 novembre

PARIS – 7^e édition « Faites de l'international » : 24 au 28 novembre

Infos : www.cci-paris-idf.fr

INSTITUT THOMAS MORE

PARIS – Energie et développement durable en Afrique : quels besoins en formation ? : 13 novembre

Infos : www.institut-thomas-more.org

JEUNE AFRIQUE

SUISSE – Africa CEO Forum : 16 au 17 mars

Infos : www.theafricaceoforum.com/inscription

LAZAREFF LE BARS

PARIS – 3^e rencontres internationales du droit des affaires en Afrique : 5 décembre

Infos : www.ridaa-conference.com

MALET & MALET

MADAGASCAR – Forum international des investisseurs à Madagascar et en Afrique : 4 au 6 décembre

Infos : www.forum-international-investisseurs.com

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Point de situation sur l'épidémie Ebola : 13 novembre

ARABIE SAOUDITE – Délégation à la Banque islamique de développement : 2 au 3 décembre

KENYA/OUGANDA – Délégation d'entreprises : 7 au 12 décembre

PARIS – Forum d'affaires France-Tanzanie : 15 décembre

Infos : www.medefinternational.fr

SCIENCES PO

PARIS – Perspectives et retours d'expériences sur les projets énergétiques en Afrique : 25 novembre

Infos : www.sciences-po.asso.fr

UBIFRANCE

PARIS – Financements et marchés publics dans les pays du Maghreb : 13 novembre

PARIS – Forum d'affaires France-Ethiopie : 17 novembre

TUNISIE – Mission découverte secteur mines : 17 au 18 novembre

ALGERIE – Salon des travaux publics SITP 2014 : 19 au 23 novembre

PARIS – Rencontres avec les experts de la BERD : 24 novembre

ALGERIE – Colloque hôtellerie : 1^{er} décembre

ALGERIE – Mission découverte transports urbains : 2 au 3 décembre

KENYA – Vendre à la grande distribution : 24 au 28 novembre

CAMEROUN – Salon PROMOTE 2014 : 6 au 14 décembre

PARIS – Atelier Angola : 18 décembre

PARIS – Rencontre réseau Afrique subsaharienne de l'AFD : 15 janvier

ETHIOPIE – Mission financements et marchés publics : 2 au 4 février

COTE D'IVOIRE : Mission TP routes et matériels : 16 au 17 février

Infos : www.ubifrance.fr

Retrouvez l'agenda et les informations de la France à l'international sur : www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :

Paul Ginies, Etienne Giros, Sammy Oussedik, Laurent Padoux, Jacques Manlay.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



Retrouvez-nous sur le Web :

www.cian-afrique.org